

Plan en 3 points pour des finances publiques saines et durables

1 RESPECTER LE FREIN A L'ENDETTEMENT ET APPRÉCIER SES EFFETS POSITIFS

Pour qu'un Etat soit performant, c'est-à-dire en mesure d'accomplir ses tâches et d'investir dans l'avenir, il faut garantir un équilibre entre les dépenses et les recettes. Pour atteindre cet objectif, les budgets doivent être adoptés en respectant le frein à l'endettement. Tous les efforts doivent être entrepris pour satisfaire à cette obligation constitutionnelle.

Le frein à l'endettement décidé par les Suisses a prouvé son utilité et ne doit pas être affaibli. Les expérimentations ou les attaques contre cet instrument éprouvé doivent être combattues.

Des finances saines et durables sont nécessaires pour faire face aux crises actuelles et futures. Les règles de comptabilisation des dépenses doivent être respectées, de sorte que seules les dépenses imprévisibles soient traitées comme des dépenses extraordinaires. Il ne faut pas que le frein à l'endettement soit constamment mis à mal et que la dette augmente au détriment des générations futures.

2 EXAMINER SOIGNEUSEMENT ET REGULIEREMENT LES DEPENSES

D'une part, toutes les dépenses doivent être examinées soigneusement et régulièrement. En particulier les dépenses liées dans les domaines qui croissent plus rapidement que les recettes fédérales. D'autre part, la répartition des coûts entre la Confédération et les cantons doit être analysée et, le cas échéant, repensée.

Pour garantir une gestion saine et durable des finances fédérales, il faut s'assurer que les nouvelles dépenses soient accompagnées d'une vision claire de leur financement. En principe, les nouvelles dépenses ne doivent être décidées qu'avec un financement compensatoire. En ce qui concerne les investissements, il faut veiller à ne pas mettre en œuvre de solutions de 'Swiss Finish'.

3 FIXER LES PRIORITÉS ET ÉVITER LES HAUSSES D'IMPÔTS

La situation actuelle n'est plus tenable et, comme la population est déjà soumise à une forte pression, il faut absolument éviter les hausses d'impôts et de taxes. Il convient de fixer des priorités et d'examiner systématiquement les interventions parlementaires sous l'angle de leurs conséquences financières et de la bureaucratie. Si les interventions obtiennent de mauvais résultats, elles doivent être rejetées. Les investissements nécessaires, notamment pour le bien-être de la population, la préservation de l'environnement et la création d'emplois, doivent toutefois être maintenus.